



Lexique - Économie : les chiffres et les mots sont politiques !

PAR ALICIA LAMBERT

CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

ANALYSE DE LA FUCID

2025 | 11

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389



Lexique – Économie : les chiffres et les mots sont politiques !

Mettre le focus sur l'économie, c'est un pari un peu risqué : est-ce que les allergiques aux mathématiques oseront tourner les pages suivantes ? Les adeptes du jonglage avec les nombres, en revanche, se réjouissent probablement à l'annonce d'une telle thématique. Mais l'économie, ce n'est pas qu'une affaire de chiffres ! Derrière des données mesurables et un langage mathématique se cachent en réalité des idéologies, des mythes et des utopies. Le modèle économique dominant reflète et soutient en effet une certaine vision du monde, basée actuellement sur la recherche du profit à tout prix. Le système capitaliste est aujourd'hui dénoncé par certain·es, pour la manière dont il entretient, voire renforce et génère, certains rapports de domination, ainsi que des pratiques désastreuses pour les écosystèmes. Sur base de ce constat, et sans pour autant prétendre proposer des définitions exhaustives, ce lexique cherche à contextualiser et à politiser plusieurs termes liés à l'économie, tout en retissant ses liens avec des valeurs solidaires.

Économie : la recherche du profit ou la gestion du foyer ?

L'économie peut être définie comme une forme d'organisation sociale, comprenant l'ensemble « des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses »⁰¹. Du grec *oikonomia*, qui signifie « organisation », le terme est dérivé du mot *oikos* (éco), qui signifie « foyer » ou « maison ». Comme le souligne la chercheuse et militante écoféministe Vandana Shiva (2022), il partage donc avec le terme écologie une racine étymologique, qui implique une forme de « gestion domestique » de la Terre, « notre foyer » (p. 58). Dans le modèle dominant actuel, la dimension sociale et écologique inhérente à l'écono-

mie est pourtant souvent négligée, au profit de – eh bien, du profit⁰², justement.

(Patriar)capitalisme et (néo)libéralisme

Le système économique dominant, qui s'est imposé⁰³ dans un contexte d'industrialisation et de mondialisation, est **capitaliste**. Plaçant l'accumulation de capital au cœur de son idéologie, il est caractérisé par la privatisation des entreprises, la libéralisation du marché et la recherche du profit⁰⁴. Le terme **néolibéral** désigne quant à lui généralement une forme plus radicalisée de ce système, qui cède de plus en plus de pouvoir au secteur privé (notamment les multinationales)⁰⁵. Ce modèle par ailleurs axé sur le libre-échange cloisonne certains pays ou anciennement colonisés dans le rôle d'extracteurs et de fournisseurs de matières premières⁰⁶. Les anciennes puissances coloniales gardent le privilège économique lié à la vente du produit fini, une activité non seulement plus rentable, mais aussi moins polluante et impactante pour les terres et ses habitant·es⁰⁷.

Le modèle économique capitaliste, par conséquent, a été vivement critiqué, notamment pour la manière dont il place le profit avant l'humain et l'environnement, tous deux considérés unique-

#01 Selon le Larousse en ligne, consulté le 21 août 2025. **#02** Il est question ici d'un profit principalement matériel et financier, qui bénéficie majoritairement aux classes privilégiées. C'est en ce sens qu'est entendu le terme « profit » dans la suite du lexique. **#03** Depuis le XIXe siècle. **#04** Cette définition se base en partie sur celle proposée dans « Le jeu de la bobine : les dessous du vêtement », conçu par Asmae, Quinoa, We Social Movements (WSM), CNCD-11.11.11 et Good Planet. **#05** En Belgique, le secteur public représente néanmoins encore environ 20% de l'emploi et 45% du PIB. **#06** En Belgique, le secteur public représente néanmoins encore environ 20% de l'emploi et 45% du PIB. Comme c'est le cas par exemple en Afrique, notamment en République Démocratique du Congo (RDC). La majorité de la transformation se situe par contre aujourd'hui en Asie. **#07** À ce propos, voir l'analyse de la FUCID sur plusieurs œuvres d'artistes congolais·es qui dénoncent les conséquences (pollutions, déplacements de population, conflits, guerres...) résultant de l'exploitation extractiviste en RDC, liée notamment à la transition électrique (Lambert 2025), puis le XIXe siècle.

ment comme des ressources à exploiter. En 1980, Oxfam Belgique désignait d'ailleurs déjà le « capitalisme débridé ou néolibéralisme » comme « la cause principale des inégalités actuelles ». Chercheur·euses et militant·es – féministes, décoloniaux, écologistes, altermondialistes... – ont également dénoncé la domination capitaliste sur les femmes, la Terre et les populations migrantes ou (anciennement) colonisées. Leurs travaux et leurs actions ont mis en lumière une vision anthropocentrique, coloniale et patriarcale au cœur d'un système alors renommé « **patriarcapitalisme** ».

Économie sociale et solidaire

Si le capitalisme néolibéral domine actuellement, il est pourtant loin d'exister un seul type d'économie ! Plusieurs types de structures peuvent d'ailleurs coexister, comme on le constate dans des systèmes complexes où certains secteurs se basent sur le capitalisme et d'autres tentent d'adopter des modèles sociaux et solidaires. Des alternatives à un système économique régi par l'accumulation de capital ont donc été pensées et mises en place, dans une perspective de justice sociale et environnementale. L'économie **sociale et solidaire** se détourne de valeurs individualistes centrées sur la recherche du profit à tout prix, en faveur de la solidarité, de l'équité, de la dignité, de l'intégrité et du respect des limites écologiques (*Ibid.*, 277).

L'économie solidaire peut prendre diverses formes, s'adaptant à son contexte local, comme le montrent notamment les chercheuses, chercheurs, militants et militantes ayant contribué à l'ouvrage *Plurivers : un dictionnaire du post-développement* (2022). Y sont abordées notamment l'économie dite populaire en Amérique latine (Johanisova et Vinkelhoferová 2022) ; l'économie démocratique qui tente de se construire au Kurdistan (Akbulut & Aslan 2022)⁰⁸ ; une économie du don orientée vers les besoins dans les sociétés matriarcales et autochtones (Wörer 2022) ; ou encore les communautés écoféministes (Terreblanche 2022), les écovillages (Chaves 2022) et les initiatives décroissantes (Demaria & Latouche 2022). Loin d'être parfaits, de tels modèles, selon

les autrices et auteurs de *Plurivers*, (re)pensent néanmoins l'économie dans une réflexion plus large sur nos manières d'habiter le monde, de façon plurielle mais plus égalitaire.

Croissance et PIB

La croissance est généralement calculée uniquement à partir du **Produit Intérieur Brut (PIB)**⁰⁹, sans prendre en compte d'autres indicateurs d'épanouissement social¹⁰ – comme vise à le faire par exemple le Bonheur National Brut (BNB) au Bhoutan (Gerber 2022), bien que décrié notamment pour ses ambivalences et sa mise en pratique autoritaire. L'IDH (Indice de développement humain) considère, outre le PIB auquel il reste cependant fortement lié, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation. Sous des formes multiples et variées, plusieurs visions et concepts défient et résistent à la mondialisation du PIB et de la croissance comme des indicateurs de « progrès ». Les autrices et auteurs de *Plurivers* (2022) mentionnent notamment le *buen vivir* (du quechua *sumak kwsay*) en Amérique du Sud – où « vivre bien », implique l'harmonie avec la Terre plutôt que l'accumulation matérielle (Chuji et al. 2022) – ou encore l'*ubuntu*, un concept d'Afrique australe qui place l'humanité au cœur de sa vision (Le Grange 2022).

Croissance et économie « verte »

Le modèle capitaliste est basé sur le mythe d'une **croissance** infinie, dans un monde pourtant fini. Un tel système, dirigé par le capital et le profit, encourage la surproduction et la surconsommation. Pourtant, non seulement les ressources planétaires sont limitées, mais le travail pour les extraire est particulièrement dangereux, pénible et polluant, menant à des inégalités, des conflits, des guerres et des désastres écologiques.

Basée sur l'utopie et le mythe de la technologie

⁰⁸ À ce propos, voir aussi l'entretien *d'Agir par la culture* avec Chris Den Hond (2018).⁰⁹ Axé, comme son nom l'indique, sur la production marchande. ¹⁰ Par exemple, l'accès aux soins de santé, à l'enseignement, aux terres agricoles... Ou encore, le temps-libre, un environnement non pollué, la biodiversité...

salvatrice, l'**économie verte** supposée favoriser un « développement durable » tout en protégeant l'environnement, reproduit en réalité généralement un extractivisme destructeur. Ce modèle économique est dénoncé pour demeurer dans une logique capitaliste de croissance et de compétitivité, ainsi que d'extraction et d'exploitation des ressources et des travailleuses et travailleurs. Pour reprendre les mots des chercheuses et chercheurs Ulrich Brand et Miriam Lang (2022), l'économie verte déplace souvent les problèmes plutôt que de les résoudre (p. 112).

Ainsi, l'expression « croissance verte » ou « croissance durable » a été décrite comme un oxymore, soit une figure rhétorique alliant des termes contradictoires. C'est également le cas du « développement durable », contesté notamment pour la manière dont il continue également souvent de promouvoir les mythes de la croissance, du rêve technologique ou de la dématérialisation, plutôt que de reconnaître l'importance de respecter les limites planétaires et de redistribuer les richesses (Gómez-Bagethun 2022).

Économie circulaire

Si plusieurs alternatives économiques laissent espérer une société plus solidaire, d'autres modèles ayant pourtant tenté de prendre en compte la question écologique ont montré leurs limites. Appropriés par le système capitaliste, ils embrassent parfois son idéologie et ses mythes (en particulier celui de croissance). Ceci peut également concerner, outre l'économie verte (définie ci-dessus), l'**économie circulaire**.

Cette dernière est par définition incompatible avec une économie en croissance, puisqu'elle n'implique pas seulement de réutiliser et de recycler les matières premières, mais aussi de les réduire. Cependant, elle peut donner lieu à un effet rebond, lorsqu'elle mène à l'effet inverse de celui recherché, c'est-à-dire une augmentation de la consommation¹¹. Cela ne signifie probablement pas pour autant que le modèle circulaire doit être totalement abandonné, mais bien être repensé en lien avec des initiatives « réellement transformatrices »¹², notamment la décroissance.

Décroissance

Dans une société dirigée par le profit valorisant la surconsommation, la décroissance a mauvaise presse. Pourtant, alors qu'elle est souvent associée à des termes connotés négativement comme la restriction et la privation, elle propose en réalité une vision sociétale joyeuse, où moins rime avec mieux. Comme le soulignent Federico Demaria et Serge Latouche (2022), « il ne s'agit pas seulement de faire moins, mais aussi de faire différemment » (p. 215). Réduire la production et la consommation dans les pays industrialisés implique de mettre en place une société qui valorise les relations humaines et les relations avec l'environnement, source d'épanouissement bien plus solidaire que l'accumulation matérielle. La décroissance, toujours selon Demaria et Latouche (2022), peut s'organiser autour de huit grands « R » : « réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser et recycler » (p. 217). La décroissance questionne aussi le mythe de la dématérialisation (remplacement du matériel par le digital), qui repose en réalité sur l'extraction de nombreux matériaux¹³.

Développement, développement « durable », coopération au développement...

Le « **développement** » est calculé par le PIB (Produit Intérieur Brut), c'est-à-dire la richesse que produit un pays, invisibilisant ainsi les aspects sociaux et environnementaux mis à mal par le système capitaliste. Un tel modèle, en tentant de s'imposer au reste du monde, reproduit des schémas hérités de l'entreprise coloniale, qui prétendait amener la « civilisation » dans les pays colonisés, niant ainsi les sociétés complexes préexistant l'arrivée des colons. Après les indépendances, les anciennes puissances coloniales changent de lexique, mais pas tellement de projet. Sur la couverture du « dictionnaire du post-développement » Plurivers (2022), le développement est d'ailleurs décrit comme un « colo-

¹¹ C'est ce que l'on peut constater, par exemple, avec les tote-bags en coton qui s'accumulent dans nos armoires, ou quand l'efficacité énergétique amène finalement à consommer davantage (Circubuild). ¹² Pour reprendre les termes de l'ouvrage Plurivers (D'Alisa 2022). ¹³ À ce propos, voir l'épisode « Mauvaise Mine » du podcast Le Monde Allant Vers de la FUCID, ainsi que la fiche pédagogique y étant liée.

nialisme déguisé ».

On ne parle certes plus de « mission civilisatrice », mais on évoque la soi-disant nécessité d'amener la « modernité », le « progrès » ou le « développement » dans les pays qui n'ont pas encore adopté le modèle occidental. Ils sont renommés sur base d'une terminologie selon laquelle on parle d'abord de pays « en voie de développement », puis de « en développement » et plus récemment de « à faible/moyen revenus ». On entend également souvent l'expression « pays du Sud », qui désigne une réalité politique bien plus que géographique. Elle renvoie aux pays où les anciennes puissances coloniales, à côté d'autres puissances économiques émergentes comme la Chine, maintiennent des positions de pouvoir.

La « **coopération au développement** » a également été dénoncée pour la manière dont elle a longtemps omis de prendre en compte et de reconnaître les besoins, les agentivités, les connaissances et les spiritualités (alternatives à la pensée dite moderne), imposant dès lors sa vision au reste du monde¹⁴. L'imaginaire colonial reste aujourd'hui encore fortement présent, et la question posée par la théoricienne postcoloniale Gayatri Chakravorty Spivak (1988) « les subalternes peuvent-elles parler ? » – ou plutôt « être entendues » – reste pertinente. Il apparaît par conséquent aujourd'hui urgent et nécessaire, au sein de la coopération au développement, de continuer à questionner et de décoloniser son vocabulaire, ses structures et ses pratiques – dans un secteur qui affirme la volonté d'établir une réelle solidarité internationale, mais dont le chemin vers elle est loin d'être terminé.

...et post-développement

Dans son ouvrage *Afrotopia* (2016), le chercheur sénégalais Felwine Sarr dénonce les « cosmologies » et les « mythes » occidentaux projetés sur les sociétés africaines et souligne l'importance d'une « utopie active » par et pour l'Afrique. Les autrices et auteurs de *Plurivers : un dictionnaire du post-développement* (2022) s'opposent également au mythe de l'universalisme, où le modèle occidental tente de s'imposer mondialement. L'ouvrage propose au contraire un « post-développement » basé sur une vision pluriverselle, où différents modèles peuvent cohabiter et converger vers une société plus juste.

Travail et méritocratie

Le modèle économique dominant repose également sur la division entre capital et travail. Selon cette vision, les travailleuses et travailleurs participent à l'accumulation du capital, qui est ensuite redistribué. C'est ce que l'on appelle le « travail productif » pour lequel est reçu un salaire. L'organisation du travail, cependant, se base généralement sur le mythe de la méritocratie – où la notion de « mérite » invisibilise les priviléges permettant à certains (et certaines) d'accéder à des plus hautes positions et des plus grands salaires. La distribution des revenus, par conséquent, est encore fortement inégalitaire.

Une société fondée sur l'accumulation du capital, par ailleurs, dévalorise les formes de travail qui n'y participent pas directement, pourtant essentielles au bon fonctionnement de la société. C'est le cas notamment des secteurs professionnels liés au soin, encore souvent porté par les femmes, en particulier migrantes, ou du travail dit « reproductive » non-rémunéré (nettoyage, cuisine, garde des enfants...). Le travail gratuit comprend également différentes formes de bénévolat, sans lequel de nombreuses associations et organisations sociales, agricoles ou encore scolaires (parmi d'autres) ne survivraient pourtant pas.

Le système économique dominant valorise davantage des activités rentables mais souvent polluantes, menant par ailleurs à l'apparition des *bullshit jobs*¹⁵ et des *bore-out*¹⁶. Dans ce contexte, le « refus de parvenir » qui émerge dès le XIX^e siècle¹⁷ se traduit aujourd'hui par une mouvance écologiste où de jeunes diplômé·es se détournent d'une carrière prometteuse dans des entreprises qui contribuent par exemple au dérèglement climatique. Et ce pour opter pour des activités moins valorisées, mais plus respectueuses de l'environnement et de l'humain.

#14 On a lui aussi reproché de ne pas reconnaître les racines historiques et结构的 de la pauvreté, un manque de reconnaissance que l'on retrouve encore parfois dans certains domaines de l'aide humanitaire ou au développement. #15 Il s'agit d'un concept de l'anthropologue américain David Graeber (2018) pour décrire des emplois rémunérés mais dénués de sens et inutiles, dans la société dite moderne. #16 Une forme d'épuisement professionnel dû à l'ennui au travail. #17 Lorsque des jeunes issus des milieux ouvriers refusent de connaître une ascension sociale par l'école et décident de retourner à l'usine pour ne pas trahir leur classe.

Impôt

Les impôts, on s'en plaint beaucoup ! Mais c'est quoi leur but, au juste ? À la base, ils visent à contribuer au bien de la société, notamment en redistribuant la richesse de manière plus égalitaire. Dès le début du XX^e siècle, l'impôt proportionnel (qui n'a qu'un taux, quel que soit le niveau de revenu) est remplacé par l'impôt progressif (où les plus hauts revenus sont davantage imposés), dans le but de bénéficier à toute la société¹⁸.

Dans les faits, cela se passe différemment, puisque les inégalités s'accroissent. C'est pourquoi des associations comme Tax the Rich militent pour « un impôt européen sur les grandes fortunes pour financer la transition climatique et sociale et aider les pays victimes des dérèglements climatiques » . ●

PAR ALICIA LAMBERT,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

¹⁸ Selon l'adaptation graphique de **Capital & idéologie** de Thomas Piketty par Claire Alet et Benjamin Adam (2022, p. 10).

Références

- « Justice économique », *Oxfam Belgique*, <https://oxfambelgique.be/justice-economique> (page consultée le 11 sept. 2025).
- « Qu'est-ce que l'effet rebond circulaire ? », *Circubuild*, <https://www.circubuild.be/fr/faq/qu-est-ce-que-l-effet-rebond-circulaire/> (page consultée le 11 sept. 2025).
- Alet Claire & Adam Benjamin, 2022, *Capital et idéologie en bande dessinée (d'après le livre de Thomas Piketty)*, Le Seuil.
- Den Hond Chris, 2018, « Retour sur l'expérience du confédéralisme démocratique au Rojava » (entretien par Aurélien Berthier), *Agir par la culture*, <https://www.agirparlaculture.be/retour-sur-lexperience-du-confederalisme-democratique-au-rojava-avec-chris-den-hond/>.
- Fanon Frantz, 2002 [1961], *Les damnés de la terre*, La Découverte.
- Gautier Elsa, 2022, « Étudiants : le retour du refus de parvenir », *Socialter* n°46, <https://www.socialter.fr/article/refuser-de-parvenir-etudiants>.
- Hirtz Natalia, 2023 (avril), « Travail (re)productif et accumulation du capital », *Gresea Échos* n°114, <https://gresea.be/Travail-re-productif-et-accumulation-du-capital>.
- Kothari Ashish, Salleh Ariel, Escobar Arturo, Demaria Federico & Acosta Alberto, 2022, *Plurivers : un dictionnaire du post-développement*, Wildproject.
- Sarr Felwine, 2020, *Afrotopia*, University of Minnesota Press.
- Spivak Gayatri Chakravorty, 1988, « Can the Subaltern Speak », *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory : A Reader* (dirs. P. Williams & L. Chrisman), Columbia University Press, pp. 66-111.

Dans l'ouvrage *Plurivers : un dictionnaire du post-développement* (dirs. Kothari Ashish et al., 2022, Wildproject), ce lexique se base en particulier les entrées suivantes :

- Acosta Alberto, « Post-économie », pp. 407-410.
- Akbulut Bengi & Aslan Azize, « Économie démocratique au Kurdistan », pp. 262-265.
- Brand Ulrich & Lang Miriam, « Économie verte », pp. 109-112.
- Chaves, Martha Cecilia, « Écovillages », pp. 292-295.
- Chuji Mónica, Rengifo Grimaldo & Gudynas Eduardo, « Buen vivir », pp. 190-194.

- D'Alisa Giacomo, « Économie circulaire », pp. 105-108.
- Demaria Federico & Latouche Serge, « Décroissance », pp. 215-218.
- Gerber Julien-François, « Bonheur national brut au Bhoutan », pp. 182-185.
- Gómez-Baggethun Erik, « Développement durable », pp. 97-100.
- Johannisova Nadia & Vinkelhoferová Markéta, « Économie sociale et solidaire », pp. 277-280.
- Le Grange Lesley, « Ubuntu », pp. 475-478.
- Shiva Vandana, « Développement pour les 1% », pp. 57-60.
- Terreblanche Christelle, « Écoféminisme », pp. 243-246.
- Wörer Simone, « Économie du don », pp. 266-268.